

Une petite ville, de grandes opportunités



Denis Thibodault, conseiller en charge du développement économique, et la mairesse Joanne Reid.

Alexandre Gascon

Souris est une ville en pleine effervescence. Petite communauté d'environ 1 250 habitants, elle se démarque par l'effort qu'elle consent à l'élargissement de sa population francophone. La tâche n'est pas toujours facile. Ailleurs sur l'Île, peu de visibilité est accordée à ce besoin de la ville située à l'extrémité orientale de la province. «Les francophones ne viennent pas s'établir ici parce qu'ils ne savent pas», déplore la mairesse Joanne Reid.

Que ne savent-ils pas exactement?

Simplement qu'historiquement, Souris est une ville acadienne avec un passé acadien et que les autorités actuelles de la municipalité désirent renflouer les coffres de la cité de cette denrée rare que sont les francophones. Les possibilités d'emplois

dans cette région de la province sont aussi nombreuses que diversifiées, particulièrement pour ceux qui maîtrisent le français.

L'école La-Belle-Cloche, l'institution d'apprentissage francophone de la région, est toujours en quête de jeunes enseignants. Le Comité acadien et francophone de l'Est (CAFÉ) organise régulièrement des activités, d'ordre culturel principalement, où il est possible pour les Acadiens et Acadiennes de l'Île de se faire valoir et de participer activement à l'ébullition francophone. Les artistes sont évidemment bienvenus, la mairesse désirant faire ressurgir la qualité de l'art acadien.

De gros joueurs commerciaux oeuvrent aussi dans ce coin de province, le plus imposant étant la compagnie de renommée internationale Ocean choice. Un des leaders dans le monde de la pêche, l'industrie, qui

compte trois succursales sur l'Île-du-Prince-Édouard dont le quartier général se trouve à Souris, emploie, selon Joanne Reid et Denis Thibodault, conseiller personnel de la mairesse, plus de 200 personnes. Agra West Foods, compagnie spécialisée dans la transformation des pommes de terre, exporte dans le monde entier et possède également une industrie à Souris.

Cap sur le tourisme et la culture

Outre ces géants du vaste marché de l'alimentation, c'est réellement le tourisme et la culture qui sont les saveurs du jour. «Il y a beaucoup d'artistes qui créent par ici. Il y a beaucoup de touristes qui passent par ici durant l'été. Nous voulons faire de notre ville un centre touristique et culturel. Nous voulons attirer plus d'habitants et surtout des francophones pour que

la ville retrouve son statut initial», affirme Mme Reid.

Plus de 90 000 touristes transigent chaque année par Souris, étant donné que c'est l'escale obligée lorsqu'on prend le traversier vers les Îles-de-la-Madeleine ou lorsqu'on en revient. «Nous désirons exploiter cette situation. On veut que les gens fassent plus que simplement passer. On veut qu'ils s'arrêtent et découvrent notre région, notre ville», martèle M. Thibodault.

Ce phénomène ouvre donc la porte aux entrepreneurs. C'est d'ailleurs ce que désire ardemment Denis Thibodault. «Nous sommes en ce moment dans un processus visant à établir le profil des compagnies qui voudraient débiter dans le coin, on travaille en partenariat avec le RDÉE (Réseau de développement économique et d'employabilité)». M. Thibodault escompte la publication du rapport sous peu. En attendant, les opportunités sont multiples. Le tourisme, la culture, l'éducation et l'alimentation sont autant de secteurs qui verraient d'un bon œil l'arrivée de nouveaux employés, francophones de préférence. «Notre ville n'en sera que plus attirante», croit la mairesse. ❖

SOMMAIRE

**L'artisanat d'Abram-Village:
un excellent point de vente
pour tous les artisans de l'Île**
Page 2A

**Portrait d'Alain Boily,
photographe professionnel**
Page 2A

**Faire carrière chez Anciens
Combattants Canada**
Page 3A

**Se lancer en affaires
avec l'aide des CBDC**
Page 4A

Artisans, au travail!

Alexandre Gascon

La saison estivale en est une de tourisme et de culture à l'Île-du-Prince-Édouard. Essentiels à la prospérité économique de la province, les artistes et les artisans profitent de l'été et de ses visiteurs pour proposer leurs marchandises. Bien que l'industrie artisanale soit toujours en expansion, il n'est pas toujours aisé de trouver un point de vente pour les différentes œuvres et confections des artisans de l'Île.

La Coopérative d'artisanat d'Abram-Village, fondée en 1967, est l'une de ses rares niches dont jouissent les créateurs. Les produits de tous les artisans de l'Île peuvent se retrouver sur les étagères moyennant une légère contribution d'entrée à la Coop de cinq dollars. «Nous sommes toujours heureux de recevoir du nouveau matériel. Les artisans, plus de 80 sont membres de la Coop à l'heure actuelle, peuvent vendre à peu près n'importe quoi entre nos murs, nous n'avons pas l'habitude de refuser quelques confections que ce soit», confie la présidente de l'artisanat, Élixa Gallant. Selon les derniers chiffres compilés par l'organisation, plus de 20 000 \$ de profit ont été engrangés en 2006. La coopérative distribue les ristournes aux artisans proportionnellement à la vente de leurs produits. Elle se garde toutefois un certain pourcentage qui sera réinvesti



Eva Richard, Cécile Gallant et Sylvia Barriault en pleine séance de confection à l'artisanat d'Abram-Village.

ti à l'interne afin de se procurer équitablement et matières premières.

À l'intérieur des murs de la coopérative, un processus de création s'ébranle année après année. Les dames administrant l'organisation s'occupent de la vente des produits des artisans, mais confectionnent elles-mêmes leurs petits chef-d'œuvres. Elles ont d'ailleurs créé un groupe appelé *Les doigts magiques*. Ces artisanes sont toutes bénévoles et façonnent des courtepoinces tout au long de l'hiver. Eva Richard, magicienne en chef du petit groupe, est

«toujours prête à accueillir de nouveaux bénévoles». Les intéressés doivent posséder un minimum d'habiletés dans l'art du piquet et de la couture. Il est également possible d'offrir ses services comme vendeuse (vendeuse) pour la saison touristique. *Les doigts magiques* contribuent donc à l'effervescence économique suscitée par les vagues de visiteurs, en exposant sur les étals de l'établissement de la coopérative les courtepoinces confectionnées durant l'hiver.

En se regroupant ainsi, plusieurs artisans réussissent à vivre de leur

art. Pour *Les doigts magiques*, c'est cette solidarité qui leur permet de contribuer à la vie économique. C'est ce qu'on appelle tirer son épingle du jeu... ou de la courtepoince.

Pour les rejoindre

Ceux qui souhaitent joindre la coopérative peuvent soumettre leur demande par écrit et l'envoyer par la poste à : L'artisanat d'Abram-Village, Wellington, C0B 2E0, C.P. 42. Il est aussi possible de prendre contact avec la Coop au (902) 854-2096, de juin à septembre. ❖

Apprendre à se démarquer

Alexandre Gascon

Alain Boily est un photographe professionnel opérant à Summerside. D'aussi loin qu'il se souvienne, il a toujours désiré exercer ce métier. La vie lui a-t-elle présenté une opportunité rêvée ou est-ce que le coureur a simplement créé sa chance? Toujours est-il que dès l'âge de 16 ans, ses pas l'ont guidé sur les sentiers du monde de la photographie.

À l'époque, Alain s'inscrit dans les cadets de l'air. Il devient rapidement un excellent photographe et il perfectionnera son métier pendant ses 12 années passées dans l'armée. Après avoir été transféré une dizaine de fois au cours de sa carrière militaire aérienne, le photographe redescend sur terre et atterrit à l'Île-du-Prince-Édouard. Il démarre immédiatement une entreprise de photos, se concentrant principalement sur les portraits d'enfants et de famille. «On fait un peu de photos commercia-

les et de mariage, mais il serait impossible de se limiter à ça et de survivre dans une ville comme Summerside», avoue-t-il.

Mais, l'art de la photographie, comme tous les domaines usant de technologies raffinées, évolue et se transforme à une vitesse fulgurante. La

clé pour survivre dans ce type de profession est d'«être capable de prévoir, de prendre des initiatives et de regarder à long terme», confie Alain Boily. Autrement dit, savoir se démarquer.

Début des années 2000, l'avènement de l'ère numérique se concrétise. Plusieurs photographes coulent à

pic, entraînés par la vague fraîche et vigoureuse des jeunes maîtrisant les nouvelles compétences. L'atelier Boily Photo, quant à lui, demeure. «Je serais probablement disparu aussi, si je n'avais pas vu venir le coup», raconte Alain. Prenant au sérieux la montée de la technologie numérique durant les années 90, le photographe fourbit ses armes en secret. Il s'inscrit à des cours pour apprendre le fonctionnement des appareils numériques à Montréal et en Ontario. Lorsque le numérique fait son entrée fracassante, Alain Boily est prêt à faire face à la musique. «J'ai dû apprendre à utiliser adéquatement les ordinateurs et les logiciels comme Photoshop. Ce n'était pas toujours évident». Mais si Alain l'a fait, c'est parce qu'il est passionné par son métier. «Il faut savoir, ou apprendre, à se démarquer, à se différencier des autres». Ne nourrissez pas trop d'inquiétudes, nous dit le photographe : «il y aura toujours de la place pour ceux et celles qui sont passionnés.» ❖



Alain Boily dans son atelier à Summerside.

Anciens Combattants Canada accueille la relève à bras ouverts

Alexandre Gascon

La ville de Charlottetown offre une particularité. Exception faite d'Ottawa, la capitale nationale, elle est la seule cité de tout le Canada à accueillir le quartier général d'un ministère fédéral : Anciens Combattants Canada (ACC). Plus que du prestige, ce privilège colporte des opportunités de carrière et d'emplois à découvrir.

ACC c'est plus de 4 200 emplois disséminés d'un océan à l'autre, mais c'est surtout près de 1400 postes uniquement à l'Île-du-Prince-Édouard, plus précisément dans la capitale. «On a la chance d'accueillir la Maison Mère d'un ministère et pas n'importe lequel. Un ministère qui écrit des politiques sociales qui auront une influence dans la vie des gens», affirme Diane Huard, directrice générale des ressources humaines d'ACC.

C'est bien connu, la plupart des baby-boomers sont à quelques cheveux de la retraite. D'ici une dizaine d'années tout au plus, tous les secteurs sociaux et économiques se verront affligés d'une pénurie de main-d'œuvre s'ils ne réagissent pas à temps. Il faut donc combler des postes dès maintenant et ACC l'a compris. «Nous sommes présentement dans une époque excellente à tous points de vue pour se chercher un emploi. Dans cinq ans ce sera peut-être 25 % des postes que la relève devra occuper», estime Mme Huard.

Le mérite et l'excellence

Anciens Combattants Canada



Diane Huard, directrice générale des ressources humaines d'ACC, et Faith McIntyre, directrice des opérations nationales des ressources humaines.

joue un rôle primordial pour tous les militaires, ainsi que pour les policiers de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC). Le ministère cherche à ce que ses membres transitent en douceur de la vie militaire à la vie civile. Tâche ardue s'il en est, mais très valorisante selon la directrice des opérations nationales des ressources humaines Faith McIntyre. «Nos employés nous disent souvent qu'ils ont l'impression de faire une vraie différence dans la vie de ces gens», raconte-t-elle.

ACC propose une panoplie d'emplois et de carrières au sein de leur organisation. Bien que la plupart d'en-

tre eux nécessitent des études post-secondaires, il arrive fréquemment que ce ne soit pas le cas et que les employés bénéficient de mentors à l'interne, de soutien à l'apprentissage, etc. Dans certaines situations, il est même possible de prendre des cours de langue seconde lors des heures de travail. Selon Diane Huard, les postes dont la demande se fait de plus en plus criante concernent surtout le service à la clientèle, particulièrement la gestion de cas. Des médecins, des infirmières, des conseillers de secteur, des physiothérapeutes et autres professionnels de la santé, entre autres. «On ne parle pas ici de pousseux de

crayons, mais bien de gens qui sont appelés à gérer des crises et des situations difficiles. Ils sont au cœur de l'action et ils ont la possibilité de faire une différence», martèle avec conviction la directrice des ressources humaines.

Plusieurs étapes doivent être traversées avec succès afin de se faire engager par le ministère. Toutefois, ACC récompense prioritairement «le mérite et l'excellence».

Bâtir sa carrière de A à Z

Anciens Combattants Canada a compris l'importance d'investir dans ses employés. Les possibilités d'avancement et d'échanges sont fréquentes ; les postes qui se libèrent sont affichés autant à l'interne qu'à l'externe. «Le soutien est personnalisé. J'ai l'impression que le ministère tient à moi et à mon développement. C'est rassurant et valorisant», confie Faith McIntyre, récemment nommée à la direction des opérations nationales des ressources humaines du ministère.

Comme c'est le cas dans plusieurs secteurs du marché du travail à l'Île-du-Prince-Édouard, le bilinguisme est non seulement encouragé, mais dans bien des cas, il est obligatoire. Selon les chiffres du ministère, 46 % des emplois requièrent la maîtrise des deux langues officielles du pays. Très souvent, ce sont des postes de cadres, bien rémunérés et offrant un large éventail d'opportunités, les voyages étant en tête de liste.

ACC, en gros, c'est : des avantages sociaux de premier ordre, des horaires flexibles, de bons salaires, des possibilités d'avancement, des boulots stimulants et valorisants. Peu d'employeurs peuvent se targuer d'en faire autant. Il serait donc judicieux de saisir la balle au bond et de profiter de la vague de sang neuf que le ministère désire insuffler à son organisation. ❖

Intéressé?

Les emplois disponibles chez Anciens Combattants Canada sont affichés sur le site Internet du ministère. Vous pouvez consulter la liste des postes offerts au www.vac-acc.gc.ca/general_f/sub_cfm?source=department/recruitment/openings. Vous aurez ainsi accès aux propositions actuelles faites par ACC, mais également à celles des autres ministères. Ces liens vous dirigeront instantanément sur le site de la Commission de la fonction publique du Cana-

da, organe gouvernemental gérant toutes les demandes d'emploi pour les différents ministères. Plusieurs possibilités d'emploi s'offriront à vous pour des postes de niveau débutant et intermédiaire avec d'excellentes chances d'avancement et de formation continue. La majorité des postes offerts exigent des études postsecondaires, mais ACC propose plusieurs possibilités de formation qui permettent l'acquisition des compétences nécessaires pour gravir les échelons. Plusieurs pro-

grammes de mentorat sont également disponibles.

Sans oublier les étudiants

Les futurs professionnels du marché du travail ne sont pas négligés par les ministères. Le gouvernement a mis sur pied en 1990 le Programme fédéral d'expérience de travail étudiant (PFETE). Il permet aux étudiants de travailler à temps plein, l'été particulièrement, et d'acquérir de l'expérience professionnelle dans leur domaine d'études. ACC

reçoit, tout comme les autres ministères, sa part de ces jeunes stagiaires. Tous les postes sont rémunérés en fonction de l'expérience de travail acquise et du niveau de scolarité des participants. Les applications se font en ligne uniquement. Pour plus d'informations, consultez le site suivant : http://jobs-emplois.gc.ca/srp-fswep-pfete/index_f.htm. Vous pouvez aussi choisir de naviguer directement sur le site de la Commission : <http://emplois.gc.ca>. ❖

Un petit coup de pouce avant de plonger dans le milieu des affaires?

Alexandre Gascon

Terrain fertile pour démarrer une entreprise, les différentes régions de l'Île-du-Prince-Édouard sont toujours heureuses d'accueillir des entrepreneurs imaginatifs. L'âge, les fonds, le manque de formation peuvent toutefois être d'imposants obstacles à l'esprit d'initiative. Les Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC) l'ont compris et prennent les moyens pour enflammer les projets latents.

À la base, il faut une idée. Dans un monde idéal, elle serait créative, différente et attirante. Pour le reste, il suffit de prendre contact avec la succursale CBDC de la région en question. Sur les 41 CBDC du Canada Atlantique, trois se retrouvent à l'Île : Montague, Alberton et le quartier général des corporations dans la province, Summerside.

«Nous sommes ici pour faire des prêts et aider les compagnies soit à démarrer, soit à s'agrandir. Nous visons le développement communautaire de l'Île et nous soutenons les projets qui contribuent au développement économique des régions rurales», confie Tania Maddix, agente de prêts du bureau de Summerside diplômée en administration des affaires de l'Université de Moncton. Seulement quelques formulaires à remplir, mais pas de long processus bureaucratique éreintant. Il suffit d'ébaucher un plan d'affaire à partir duquel le conseil d'administration de la CBDC sollicitée décidera s'il est intéressé à financer le projet. Le conseil d'administration est uniquement constitué de

bénévoles qui sont eux-mêmes des entrepreneurs.

«Avant de venir nous voir, il est parfois préférable d'aller consulter une banque, car leurs taux d'intérêts sont souvent avantageux. Mais si le prêt est refusé, venez nous consulter», lance Mme Maddix. Le problème est que les institutions financières sont souvent pointilleuses et exigeantes, alors que les CBDC sont souples. Flanqués d'un bon dossier de crédit et d'un montant de base, les demandeurs peuvent se voir accorder jusqu'à 150 000 \$. Les taux d'intérêts sur les prêts, dépendamment des garanties offertes, varient un peu. Il est question de 2 à 5 % de plus que le taux préférentiel (c'est un taux d'intérêt annuel de référence déterminé par les banques), se chiffrant actuellement à 5,25 %. Les mensualités peuvent être écoulees sur une période de cinq ans.

Des programmes spécialisés

Pour faire face aux demandes spécifiques, les corporations au bénéfice, en partenariat avec des agences fédérales, ont mis sur pied certains programmes cibles. Le programme d'aide au travail indépendant (ATI) est un programme d'emploi de Ressources humaines et développement social Canada qui accorde de l'aide financière aux individus admissibles à l'assurance-emploi, afin de les aider à démarrer leur propre entreprise. Le gouvernement fédéral alloue ainsi des prestations hebdomadaires et les CBDC offrent une formation de trois jours sur l'esprit d'entreprise.

Grâce à la participation de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA), le programme capital d'appoint a été créé afin d'aider les jeunes entrepreneurs. Les prêts maximums s'élèvent à 20 000 \$, mais aucune garantie n'est exigée. Les taux d'intérêts sont



L'agente de prêts Tania Maddix dans les bureaux de la succursale de Summerside des Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC).

déterminés par le taux préférentiel plus 2 %. Les mensualités s'étalent sur cinq ans et les six premiers mois sont exempts de paiements et intérêts. Le programme permet aux candidats qui désirent suivre une formation d'administration et de gestion d'entreprise, d'obtenir des subventions allant jusqu'à 500 \$.

Du service en français

«C'est très important d'offrir des services en français aux gens. On peut comprendre que certains préfèrent discuter *business* dans leur langue maternelle», estime Tania. L'agen-

te de prêts est d'ailleurs la personne-ressource bilingue des CBDC de l'Île. Elle dessert autant le comptoir de Summerside que ceux de Montague et d'Alberton.

Bref, un système de prêts bien rodé qui pourrait bien être l'étincelle qu'attendaient plusieurs pour se lancer en affaires.

Pour plus d'informations sur les différents programmes, consultez le site www1.servicecanada.gc.ca/fr/dgpe/dis/cia/subventions/travail-ind/descf_travail-ind.shtml. Vous pouvez également rejoindre Tania Maddix au (902) 888-3793. ❖

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard. Elle est le résultat d'une entente entre *La Voix acadienne* et *Service Canada*. Le projet est financé dans le cadre de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : MARCIA ENMAN

RÉDACTEUR : ALEXANDRE GASCON

RESPONSABLE DE LA MISE EN PAGE : ALEXANDRE GASCON

IMPRESSION : ACADIE PRESSE

La Voie de l'emploi

5, Ave Maris Stella,
Summerside, Î.-P.-É
C1N 6M9

Tel : (902) 436-6005

Fax : (902) 888-3976

Courriel : texte2@lavoixacadienne.ca

Site Web : le contenu de la publication est disponible en ligne
au www.lavoixacadienne.com et
au www.employmentjourney.com